Le Monde
VENDREDI 13 JUILLET 2018

L'islam est plus organisé qu'on ne le dit

Emmanuel Macron souhaite que l'Etat fixe « un cadre et des règles » pour l'islam. Pour l'islamologue Rachid Benzine, ce projet pourrait faire le jeu des promoteurs d'une conception étriquée de la religion musulmane

Par RACHID BENZINE

Devant le Congrès réuni ce 9 juillet à Versailles, le président Emmanuel Macron a annoncé, sans rien dévoiler du contenu et de la forme envisagés, que, à l'automne, seront donnés à l'islam de France *« un cadre et des règles »* dans *« une démarche rénovée »*. Le suspense entretenu depuis plusieurs mois à ce sujet continue donc. En attendant, les préfets ont reçu mission d'organiser, dans une certaine précipitation, et alors que beaucoup de personnes intéressées sont dispersées par le temps des congés, une consultation des acteurs locaux censée nourrir le projet présidentiel.

Que peut-on espérer de tout cela ? Ceux qui croient que, du palais de l'Elysée ou de l'hôtel de Matignon, peut surgir *la* solution pour une organisation nationale de l'islam de France, qui fera émerger de vraies structures de représentativité, de formation des cadres religieux et de financement des lieux de culte, seront certainement déçus.

Le *« cadre et les règles »* de l'exercice de tout culte existent déjà en France, et on ne voit pas comment un régime particulier pourrait être imposé aux musulmans. Surtout, la première règle de notre Etat laïque est que les pouvoirs publics ont pour devoir de ne pas se mêler de l'organisation interne des religions, dès lors que celles-ci ne portent pas atteinte aux lois de la République.

Imagine-t-on ces pouvoirs publics prétendre donner *« un cadre et des règles »*, autres que les règles et le cadre communs, aux Eglises évangéliques qui se développent en France au détriment des anciennes Eglises catholiques et protestantes ou aux communautés des juifs loubavitch et hassidiques qui ne se reconnaissent guère dans les instances actuelles du judaïsme français ? Certainement pas ! Alors « pourquoi ? » et « comment ? » un traitement spécifique pour la religion des musulmans ? Par quels artifices juridiques ? Avec quels acteurs ?

Non, il n'y a pas d'instance religieuse représentative de tous les musulmans de France. Oui, les figures religieuses savantes incontestables ne s'avèrent pas légion, et la « mal-formation » d'une grande partie des imams prête à de justes critiques. Oui, le Conseil français du culte musulman (CFCM) a atteint le summum de son inefficacité. Oui, les tentatives d'organisation de ces quarante dernières années ont toutes été réduites à néant du fait des rivalités entre les principaux Etats d'origine des musulmans de France (lesquels sont majoritairement des binationaux) et, plus encore, en raison des combats d'ego opposant les acteurs les plus en vue. Oui, il y a beaucoup d'argent qui circule de manière insuffisamment contrôlée dans les lieux de prière, autour de l'organisation des pèlerinages dans les lieux saints de l'islam et autour du commerce dit « halal ».

Cependant, l'erreur est de croire que l'islam de France n'est pas organisé. Le désordre apparent cache plus d'organisation qu'on ne le croit ou ne le dit. Et les querelles de « fédérations » aux audiences impossibles à mesurer, comme les oppositions entre personnalités médiatisées mais à l'influence incertaine, masquent d'autres réalités qui sont en fait en train de modeler progressivement ce que va être l'islam de France dans un proche avenir.

UN DÉSORDRE TROMPEUR

Ainsi, il y a des mosquées, de plus en plus nombreuses, qui se construisent dans l'espace géographique français, avec des sources de financement très souvent locales. Des dizaines d'écoles privées musulmanes sont créées et ambitionnent d'être un jour « sous contrat » avec l'Etat. Les instituts de formation de militants et de cadres musulmans, tels que les « instituts des sciences humaines » et les « centres interculturels » promus par les Frères musulmans, se multiplient et se développent.

L'*islamic business* fournit de l'emploi à des dizaines de milliers de personnes,

IMAGINE-T-ON LES POUVOIRS PUBLICS PRÉTENDRE DONNER « UN CADRE ET DES RÈGLES » AUX ÉGLISES ÉVANGÉLIQUES ?

notamment dans la restauration rapide, enrichissant un nombre certain d'acteurs, même si l'essentiel du *halal business* reste aux mains des grands groupes alimentaires et des grandes enseignes d'hypermarchés.

Il y a aussi la Turquie d'Erdogan, si souvent oubliée, qui édifie à travers l'Hexagone des mosquées aux dimensions parfois impressionnantes et des centres de diffusion de sa pensée islamiste, ouverts de plus en plus aux « non-Turcs ». Alors que tous les regards désapprobateurs se tournent vers les Etats algérien et marocain, qui ont de moins en moins les moyens politiques et financiers d'intervenir dans l'islam de France, d'autres forces – principalement les Frères musulmans et les salafistes quiétistes – sont à l'œuvre de manière efficace.

Ces acteurs-là ont légitimement leurs stratégies de développement et d'influence. Ils pourront jouer en partie le « jeu » que leur proposera le président de la République, s'ils y trouvent leur propre intérêt et si cela leur permet d'exclure de la scène islamique française d'autres acteurs, comme l'islam officiel algérien et l'islam officiel marocain. Dans tous les cas, et ce n'est pas nouveau, c'est le profit spécifique, et non l'intérêt général, qui aura le plus de chance de triompher.

Le président Macron adoptant, davantage encore que François Mitterrand, la posture du sphinx, nul ne sait ce qui surgira de sa volonté. Le fait qu'il veuille avoir une approche qui serait nouvelle et novatrice et qui tendrait à favoriser une organisation à partir de l'« économique », qu'il préfère aussi, manifestement, l'amitié avec l'émir du Qatar (grand soutien des Frères musulmans) à celle avec les dirigeants algériens et marocains, peut faire craindre qu'il fasse le jeu d'acteurs qui ne seront pas, en réalité, les promoteurs d'un islam ouvert et fraternel.

Les musulmans de France sont porteurs d'une grande diversité et, pour la plupart d'entre eux, ils aspirent à ne pas être encadrés par ceux qui voudraient leur imposer leur conception étriquée de l'islam. Laissons-les décider, hors de l'ingérence de l'Etat, des structures plus ou moins organisées qu'ils voudront ou ne voudront pas et qui s'imposeront avec le temps ! Ne faussons pas le jeu de leurs luttes internes ! ■

Rachid Benzine *est islamologue, enseignant et écrivain*

La coûteuse politique étrangère de l'Iran laisse le pays exsangue

Les sommes colossales qu'investit Téhéran pour étendre son influence au Moyen-Orient affaiblissent le régime sur le plan intérieur, estime l'universitaire Farhad Khosrokhavar. Mais seule une nouvelle génération pourra reprendre la contestation lancée par le mouvement de 2009

Par FARHAD KHOSROKHAVAR

L'Iran est face à un dilemme : il n'a pas les moyens économiques de sa politique régionale et internationale. Les pressions des Etats-Unis après leur sortie de l'accord de Vienne sur le nucléaire de 2015 y sont pour quelque chose, mais, structurellement, les causes de la crise sont internes et relèvent d'une politique expansionniste qui est extrêmement coûteuse pour une société exsangue. Selon diverses estimations, le conflit en Syrie coûte à l'Iran entre 9 et 14 milliards dollars par an, le financement du Hezbollah entre 3 et 7 milliards, celui du Hamas un milliard, sans mentionner les Houthis au Yémen, l'Irak et l'Afghanistan, où Téhéran tente d'acheter son influence en finançant les divers acteurs politiques.

Cette politique étrangère, qui consiste à étendre l'influence iranienne hors de ses frontières afin d'assurer son hégémonie face à l'Arabie saoudite, mais aussi sa protection face aux Etats-Unis, coûte quelques dizaines de milliards de dollars par an, si on y ajoute la corruption endémique des différents acteurs concernés. Cette somme doit être réévaluée d'au moins 20 à 30 % parce que l'exportation du pétrole souffre de la nouvelle politique d'isolement américaine et est limitée à cause de la vétusté des installations pétrolières, parce que l'Europe hésite à s'approvisionner en Iran de peur de la réaction américaine et parce que la corruption généralisée gangrène l'économie nationale. Cela représente au bas mot entre le quart et le tiers des revenus pétroliers.

L'IRAN FAIT FACE À UN DÉFI PARTICULIER PARCE

Or, l'Iran souffre par ailleurs de maux multiples. Comme la plupart des pays de la région, il connaît une sécheresse qui dure depuis plus d'une décennie et cause des dégâts extrêmement importants à l'agriculture, mais aussi à l'écologie et à l'ensemble de son économie. Le pays est obligé d'importer une grande partie de ses produits agricoles de base et connaît une pénurie en eau au sud, qui provoque la désertification de nombreuses zones.

CORRUPTION ET CLIENTÉLISME

Par ailleurs, une politique idéologique trop axée dans la défense du clergé et des affidés du pouvoir empêche une répartition équilibrée du budget de l'Etat entre différents secteurs : tout ce qui relève de l'idéologie et de l'islam institutionnel bénéficie de grandes largesses, grevant l'économie. Le fossé entre les classes s'est transformé en un gouffre et une fraction infime de la population, grâce à la corruption et au clientélisme de l'élite au pouvoir, s'enrichit indécemment, sans montrer une quelconque capacité à entreprendre, un peu sur le modèle de nombreux pays arabes de la région.

Contrairement à la première décennie du XXIe siècle, où les mouvements

pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Or l'Iran, tout comme l'Egypte, la Jordanie, l'Algérie, voire dans une moindre mesure le Maroc et l'Arabie saoudite, voit se succéder des régimes politiques sans légitimité démocratique qui perdurent en raison de l'absence de mouvement de protestation : dans le monde arabe, les acteurs protestataires ont eu leurs beaux jours entre fin 2010 et 2012 à l'occasion des « printemps arabes » ; en Iran, la protestation a culminé avec le Mouvement vert en juin-juillet 2009. Depuis, tous ces mouvements se sont épuisés, leurs acteurs ont été neutralisés et le nouvel Etat s'est fait le détenteur du pouvoir de répression sans légitimité, mais sans contestation non plus.

Si l'ensemble des régimes de la région souffre d'un déficit de légitimité – la plupart de ceux qui s'opposent à l'Iran se ressemblent pour le mépris des droits des citoyens et bénéficient de la complaisance de l'Occident au sujet de leur répression –, l'Iran fait face à un défi particulier parce que sa politique antiaméricaine et anti-israélienne le prive de soutiens en Occident. Cet isolement est d'autant plus grand que l'alliance entre l'Arabie saoudite, Israël et les Emirats contre l'Iran bénéficie du soutien sans nuance des Etats-Unis. Et l'Iran ne fait pas partie de ces pays comme l'Egypte, qui survivent grâce à l'infusion des dollars saoudiens et de l'assistance américaine.

Sur le plan intérieur, les mouvements sociaux souffrent d'un déficit lié à la lassitude de ceux qui ont déjà lancé le Mouvement vert de 2009. Il faudra encore quelques années pour que de nouvelles générations prennent la relève et transforment la protestation contre les conditions de vie intolérables comme la vie chère, le salaire de misère, la corruption généralisée des élites, l'absence de solution crédible aux maux sociaux comme le chômage mais aussi l'environnement... Elles revigoreront la remise en cause de

La dame de Monrovia



MADAME LA PRÉSIDENTE. *UNE BIOGRAPHIE* D'ELLEN JOHNSON SIRLEAF
d'Helene Cooper,
Zoé, 448 p., 23 €

Le livre

C'est le roman vrai d'une vie hors du commun, celle d'une *« petite chose »* à laquelle on a prédit, dès sa naissance, en 1938, qu'elle *« l'aura facile »*. A l'heure du bilan, la prophétie s'est réalisée. Ellen Johnson Sirleaf est entrée dans l'histoire en devenant la première femme élue à la présidence d'un pays africain – le Liberia – et en étant honorée par la plus prestigieuse des distinctions, le prix Nobel de la paix, en 2011.

Helene Cooper, journaliste américano-libérienne au *New York Times*, tente d'identifier les forces conjuguées de cette dynamique qui conduira la *« petite chose »* au sommet de l'Etat pour deux mandats, de 2005 à 2017. Il y a les ressorts intimes qui animent Ellen, née Johnson, épouse Sirleaf, dévoilés par petites touches pour raconter les déchirements d'une mère qui choisit de s'éloigner de ses enfants pour construire, aux Etats-Unis, sa carrière professionnelle dans la finance internationale ; d'une femme qui brise le tabou du divorce pour s'éloigner d'un mari violent, dans une société patriarcale où *« la place d'une femme était au marché, à la cuisine, à l'église ou au lit »*.

TRAJECTOIRE SINGULIÈRE

Et puis, il y a la femme d'Etat, *Madame la présidente*. Celle qui, très tôt, s'est imaginé un destin national, selon le récit qui en est fait. C'est un chemin sanglant sur lequel slalome cette femme élégante. Il faut de l'intelligence, une grande capacité d'adaptation et de l'opportunisme, pour survivre dans ce pays à la trajectoire singulière. Une trajectoire marquée, dès sa création, au fer rouge de la colonisation, non par des Européens, mais par des esclaves affranchis venus des Etats-Unis au XIXe siècle. Ce pays que *« les Libériens ne se contentèrent pas de (...) torpiller, mais allèrent jusqu'à (...) pulvériser »*, écrit Helene Cooper.

La *« pulvérisation »* commence dans les années 1980 avec Samuel Doe, dictateur mort démembré par les rebelles de l'époque qui plongeront le pays dans l'enfer d'une guerre innommable jusqu'en 2003. Pendant tout ce temps, Ellen Johnson Sirleaf surnage. Ministre de Samuel Doe lorsque celui-ci fait exécuter par une soldatesque ivre, certains de ses anciens collègues dans le gouvernement qu'il a fait tomber. Elle soutient aussi Charles Taylor avant de s'en éloigner, radicalement, mais l'on savait déjà que le libérateur s'était mué en criminel de guerre, avec ses hordes d'enfants-soldats drogués jusqu'aux yeux.

Au fil du livre naît l'impression d'une grande bienveillance